

ECONOMIE

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

INTERNATIONAL

SPORT

LA STATISTIQUE AU CONTACT DES MÉDIAS



La direction générale de la statistique organise ce matin une conférence de presse. Cette rencontre consiste à présenter les résultats des enquêtes relatives à l'emploi et au chômage au Gabon. La direction de la statistique qui s'est armée à la nouvelle technologie par la mise en place d'un site Internet, a élaboré une méthodologie basée sur le respect des principes du système comptable national de 1993, dans le cadre de la production des comptes nationaux. Ceci, afin de pallier l'absence de statistiques fiables au Gabon et de jouer pleinement son rôle.



COURS DE CHANGE

Le taux de change du dollar américain est stable alors que celui du rand sud-africain est en hausse face au Franc CFA de la zone de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), selon le bulletin des cours de change des principales monnaies publié mardi à Libreville.

Les cours justement ont été respectivement présentés comme suit : Monnaie Achat Vente : Euro 629,71 / 655,95 / Dollar américain 450,99 / 469,23 / Livre sterling 742,93 / 773,45 / Dollar canadien 460,94 / 479,71 (-)

Des manifestations annuelles pour la promotion des PFNL

LA PROMOTION DES PFNL C'est entre autres, une des recommandations élaborée par les participants, lundi dernier, au cours de la clôture des travaux de l'atelier de validation de la stratégie nationale et du plan d'action sur les produits forestiers non ligneux.



La photo de famille des participants à l'issue de la cérémonie d'ouverture

Les acteurs impliqués sur la question des produits forestiers non ligneux (PFNL), ont émis de nombreuses résolutions, à l'issue de l'atelier de validation de la stratégie nationale et plan d'action dans ce secteur.

Environ 80% de la population des pays en voie de développement utilisent des produits forestiers non ligneux pour se soigner et se nourrir. Suite à ce constat, les participants, soucieux d'une préservation de ces ressources qui ne sont autres que le bois d'œuvre, ont énuméré des aspects à mettre en place.

En effet, les participants ont sollicité entre autres, une synergie entre les différents départements ministériels impliqués dans la valorisation des PFNL. Une prise en charge de la finalisation du document, sa présentation au conseil interministériel pour son adoption, ainsi que la mise en place des structures de promotion du savoir traditionnel des peuples autochtones dans ce domaine.

Ces experts ont également souhaité que le processus d'élaboration du programme d'appui à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises utilisant la biodiversité du Gabon (PAPEBG), soit vulgarisé.

La régularisation des droits d'accès aux PFNL dans les concessions forestières, les aires protégées et les parcs nationaux. De même que l'identification des filières prioritaires en fonction de la mise en place d'un marché réel et économiquement viable, ont été énoncés.

Dans cette perspective, l'élargissement de la liste des PFNL prioritaire sur le plan national a aussi été pro-

posé. En effet, après la prise en compte du miel, la gomme arabique, le rotin, le bambou, les noix, les champignons, les résines, les huiles essentielles et certaines parties des végétaux et des animaux entrant dans la fabrication de produits pharmaceutiques.

Les participants ont désiré l'insertion de l'iboga au sein de cette liste des PFNL. Afin de mettre en place un système d'information sur les marchés des PFNL, et élaborer des programmes de recherche en vue de la domestication des espèces identifiées. Un financement de la recherche dans ce secteur et dans le processus de création de fonds pour l'artisanat et les PME-PMI utilisant la biodiversité du Gabon (PAPEBG), a été demandé par ces acteurs.

Par ailleurs, une feuille de route a été élaborée à la fin de l'atelier. La finalisation du document sur la stratégie nationale et plan d'action pour le développement des PFNL, la diffusion de la stratégie à tous les ministères sectoriels concernés et une réalisation de l'étude faisabilité du programme PAPEBG, sont quelques unes de ces prochaines étapes.

Clôture de l'atelier, le représentant du Ministre des Eaux et Forêt empêché, M. Obama Ondo a, pour sa part, félicité les participants pour la qualité des travaux.

« A travers la stratégie nationale que vous venez de valider, va à n'en point douter, ouvrir des horizons nouveaux à l'exploitation et valorisation des produits forestiers autres que le bois d'œuvre et assurément, apporter une contribution significative à l'économie nationale », a-t-il conclu.

Emma Raïssa ASSENGONE

La recherche agricole : pour promouvoir l'autosuffisance

AGRICULTURE Le renforcement de la recherche agricole s'avère aujourd'hui un aspect crucial, pour que le Gabon puisse accroître sa productivité et la formation des agriculteurs.

À Gabon, l'agriculture a longtemps été éclipsée par des secteurs économiques plus attractifs tels que l'exploitation du bois et l'extraction minière et pétrolière. De ce fait, en comparaison des niveaux relevés dans la plupart des autres pays africains, le niveau du Gabon dans les dépenses consacrées à la recherche développement agricole et les effectifs des chercheurs sont restés faibles. L'augmentation des effectifs dans ce domaine n'a rien favorisé à cette donne.

Or ces dernières années, sous l'effet du déclin des ressources naturelles dans les domaines miniers et pétroliers, l'agriculture a repris de l'importance. L'effectif de recherche agricole, quant à elle, a presque triplé depuis le début des années 90. Car, il est passé de 23 chercheurs agricoles en 1991 à 61 en 2008.

Selon les sources concordantes cette situation est liée en grande partie aux fluctuations annuelles des investissements des instituts du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (Cenarest).

En effet, le Gabon à travers le Cenarest qui est le principal organisme de recherche, compte trois instituts spécialisés dans la recherche développement agricole. Il s'agit notamment de, l'institut de recherches agronomiques et forestières (IRAF), l'institut de recherche en écologie tropicale (IRET), l'institut de recherche technologiques (IRT). En 2008 ces trois instituts employaient, d'après les experts nationaux 83% de l'effectif total de chercheurs agricoles au Gabon.

Chaque institut avec des missions bien précises, essaye tant mieux que

mal à mener à bien ses activités. Ainsi, L'IRAF est l'organisme de R&D agricole le plus important du pays. Il a pour mandat de développer et d'entreprendre des recherches sur les productions végétales, animales, forestières et halieutiques, ainsi que dans l'économie rurale.

L'IRET se consacre quant à lui, aux activités post-récoltes telles que les technologies de conservation et la transformation des récoltes, ainsi qu'à la fabrication des outils agricoles.

L'IRT de son côté, conduit des recherches sur les sols et sur la faune et la flore. Des missions qui sont freinées par de nombreuses difficultés auxquelles, ces instituts font face, notamment, la faiblesse de ses infrastructures, le manque de laboratoire.

Toutefois, les experts nationaux indiquent qu'en 2008, le taux d'investissement que le Gabon accordait à la recherche développement s'élevait à 0,20 dollar pour chaque 100 dollar. Un investissement qui le rangerait au-dessous de la moyenne régionale de 0,61 dollar. Alors qu'au cours de la même période, le nombre d'exploitant agricole avait graduellement augmenté et le Gabon, employait 325 chercheurs.

Une situation qui met en lumière un véritable paradoxe dans la mesure où d'une part, « le Gabon emploie un nombre croissant de chercheurs agricoles », d'autre part, pour s'acquitter de leurs tâches, « ces chercheurs disposent de ressources faibles et irrégulières », a dit un expert.

Au delà de ce qui précède, le Gabon

a fait des efforts pour établir des structures de recherche agricole, mais celles-ci manquent d'effectifs, d'équipements, de programmes et de financements.

Une situation qu'il faudrait chercher à pallier, au regard du défi que le pays s'est assigné afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Un enjeu qui devrait mener les autorités à impliquer davantage la recherche scientifique au cœur de cette nouvelle politique.

Garantir aux produits agricoles un accès équitable au marché

Pour l'évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (IAASDT), les sciences agricoles ont essentiellement cherché à augmenter la production par le développement de nouvelles technologies. Cela s'est traduit par d'énormes gains en termes de rendement ainsi que par une réduction des coûts de l'agriculture à grande échelle.

Poursuivant ces propos, cet organisme indique que l'accent devrait être porté sur les besoins des petites exploitations agricoles dans des écosystèmes diversifiés et sur les régions où les besoins sont les plus grands.

Il s'agit d'améliorer les moyens d'existence ruraux, de donner plus de poids aux acteurs marginalisés, de préserver les ressources naturelles, de mieux faire fructifier les écosystèmes, de prendre en compte diverses formes de savoir et de garantir aux produits agricoles un accès équitable au marché.

PN&ERAN



Le Gabon vise l'autosuffisance alimentaire. Vue d'une récolte dans la Nyanga